

Extrait du Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Municipalité de Notre-Dame-du-Portage | 12080 |

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Notre-Dame-du-Portage,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité de Notre-Dame-du-Portage (Municipalité), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021, les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18, S23-1, S23-2 et S23-3 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation;

· Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mallette S.E.N.C.R.L., CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A113347
Rivière-du-Loup, 31-03-2022

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	1 944 559	1 986 800		1 986 800	1 941 716
Compensations tenant lieu de taxes	2	25 467	23 440		23 440	26 766
Quotes-parts	3					
Transferts	4	225 417	199 548		199 548	298 065
Services rendus	5	57 760	66 196		66 196	59 974
Imposition de droits	6	61 000	117 049		117 049	104 770
Amendes et pénalités	7	5 846	7 464		7 464	5 672
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	8 000	12 761		12 761	8 238
Autres revenus	10	83 058	81 649		81 649	125 330
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	2 411 107	2 494 907		2 494 907	2 570 531
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	1 149 500	128 306		128 306	112 454
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					3 007
Autres	18		11 945		11 945	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	1 149 500	140 251		140 251	115 461
	22	3 560 607	2 635 158		2 635 158	2 685 992
Charges						
Administration générale	23	536 256	537 881	32 408	570 289	502 079
Sécurité publique	24	260 849	266 479	32 716	299 195	301 507
Transport	25	498 998	447 582	115 611	563 193	576 606
Hygiène du milieu	26	338 231	313 242	134 901	448 143	433 831
Santé et bien-être	27					
Aménagement, urbanisme et développement	28	129 181	134 932		134 932	109 546
Loisirs et culture	29	499 570	442 306	65 050	507 356	483 763
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	130 007	122 382		122 382	135 052
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	345 000	380 686	(380 686)		
	34	2 738 092	2 645 490		2 645 490	2 542 384
Excédent (déficit) de l'exercice	35	822 515	(10 332)		(10 332)	143 608

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	822 515	(10 332)	143 608
Moins : revenus d'investissement	2 (1 149 500)	(140 251)	(115 461)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(326 985)	(150 583)	28 147
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4	345 000	380 686	374 362
Produit de cession	5		1 950	52 701
(Gain) perte sur cession	6		9 500	(4 732)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	345 000	392 136	422 331
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (107 576)	(131 443)	(174 962)
	18	(107 576)	(131 443)	(174 962)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (60 800)	(120 621)	(23 347)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	138 991	12 161	22 534
Excédent de fonctionnement affecté	21			7 328
Réserves financières et fonds réservés	22	11 370	11 370	11 370
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	89 561	(97 090)	17 885
	26	326 985	163 603	265 254
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		13 020	293 401

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	140 251	115 461
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2	(2 832)	(4 280)
Sécurité publique	3	()	()
Transport	4	(196 186)	(201 077)
Hygiène du milieu	5	(80 474)	(11 374)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(1 076)	(5 147)
Loisirs et culture	8	(38 569)	(27 083)
Réseau d'électricité	9	()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	()	()
	11	(319 137)	(248 961)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14		
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	120 621	23 347
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	40 826	47 069
Excédent de fonctionnement affecté	17		13 251
Réserves financières et fonds réservés	18		
	19	161 447	83 667
	20	(157 690)	(165 294)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(17 439)	(49 833)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 471 650	544 007
Excédent de fonctionnement affecté	2 489 559	457 168
Réserves financières et fonds réservés	3 25 093	36 463
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ()	()
Financement des investissements en cours	5 (73 250)	(55 810)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 8 689 055	8 630 611
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	8 9 602 107	9 612 439
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 471 650	544 007
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	11
	11 471 650	544 007
Excédent de fonctionnement affecté		
Administration municipale		
▪	12	
▪ Jardin communautaire	13 440	410
▪	14	
▪ Prévoyance aqueduc et égout	15 141 940	119 258
▪ Espace villégiature	16 337 500	337 500
▪ Fond cour d'eau	17 500	
▪ Fond oeuvre	18 500	
▪ Fond fosse septique	19 6 955	
▪ Fond gestion des eaux usées	20 1 724	
	21 489 559	457 168
Organismes contrôlés et partenariats ¹		
▪	22	
▪	23	
▪	24	
	25	
	26 489 559	457 168

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	873 307	928 908
Débiteurs (note 5)	2	2 933 133	3 063 024
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	3 806 440	3 991 932
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	214 611	206 520
Revenus reportés (note 12)	12	123 391	113 408
Dette à long terme (note 13)	13	3 741 985	4 006 543
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	4 079 987	4 326 471
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(273 547)	(334 539)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	9 834 475	9 907 474
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	17 907	17 907
Stocks de fournitures	20	2 958	2 958
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	20 314	18 639
	23	9 875 654	9 946 978
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	9 602 107	9 612 439

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	3 765 599
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	73 250
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	2 602 272
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	1 236 577
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	
Endettement net à long terme	16	1 236 577
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	327 404
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	1 563 981
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	1 563 981
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	